

N° DP 24/234

DECISION DU PRESIDENT

**DELEGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN
AU PROFIT DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PACA POUR
L'ACQUISITION DU LOT N° 3 DANS L'IMMEUBLE EN
COPROPRIETE SITUE A LA SEYNE-SUR-MER 4 RUE BERNY
CADASTRE SECTION AM NUMERO 410**

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, ensemble les articles L.210-1 aliéna 2, L.213-1 et suivants, L.321-1 à L.321-13 et R.213-3 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'exercer ou déléguer l'exercice des Droits de Préemptions à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°21/12/411 du 16 décembre 2021 autorisant la signature de la Convention d'Intervention Foncière sur le périmètre du centre-ville entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la ville de La Seyne-sur-Mer et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°22/02/11 du 24 février 2022 autorisant la signature de la convention pluriannuelle du Projet de Renouvellement Urbain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain,

VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, (dite "loi 3DS") et notamment l'article 71,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/ n°2023-106 du 20 décembre 2023 prononçant la carence définit par l'article L.302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation au titre de la période triennale 2017-2019 pour la commune de La Seyne-sur-Mer,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/ n°2024-46 du 14 mars 2024 autorisant l'exercice du Droit de Préemption urbain par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour l'acquisition d'un bien sis à La Seyne-sur-Mer (83500) 4, rue Berny en application de l'article L.210-1 du Code de l'Urbanisme,

VU la Convention d'Intervention Foncière en centre ancien en date du 22 mars 2022 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la ville de La Seyne-sur-Mer et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur,

VU la Convention Pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain en date du 12 mai 2022 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée cofinancé dans le cadre du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de La Seyne-sur-Mer approuvé le 10 décembre 2019,

VU la déclaration d'intention d'aliéner reçue le 20 février 2024 en mairie de La Seyne-sur-Mer, portant sur la vente du lot n°3 dans l'immeuble en copropriété situé à La Seyne-sur-Mer (83 500) 4, rue Berny cadastré section AM n°410, pour un montant de SOIXANTE DIX HUIT MILLE euros (78.000 €),

VU le courrier électronique de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 20 février 2024 sollicitant de la part de la Métropole Toulon Provence Méditerranée la délégation de l'exercice du Droit de Préemption Urbain à son profit, dans le cadre de la cession du lot n°3 dans l'immeuble en copropriété situé à La Seyne-sur-Mer (83 500) 4, rue Berny cadastré section AM n°410, et motivant la nécessité d'acquérir le bien objet de la présente décision,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est, depuis sa création le 1^{er} janvier 2018, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et, à ce titre, titulaire du droit de préemption défini à l'article L.210-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que la Commune de La Seyne-sur-Mer a été déclarée en carence par arrêté préfectoral DDTM/SHRU/ n°2023-106 en application de l'article L.302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le 20 décembre 2023,

CONSIDERANT que l'exercice du Droit de Préemption sur la Commune de La Seyne-sur-Mer a été transféré au représentant de l'Etat dans le département depuis le 30 décembre 2020, date d'exécution de l'arrêté préfectoral précité,

CONSIDERANT qu'il résulte des dispositions de l'article L.210-1 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/ n°2020-85 du 24 décembre 2020, le Droit de Préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1 à 4 de l'article L.213-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'il résulte également des dispositions de l'article L.210-1 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme que le représentant de l'Etat dans le département peut, sur demande motivée de la Collectivité Territoriale initialement titulaire du Droit de Préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé ladite Collectivité Territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien,

CONSIDERANT que la convention précitée confiée à la l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le bien situé à La Seyne-sur-Mer (83500) 4, rue Berny cadastré section AM n°410, permet la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que l'acquisition du bien concerné par le Droit de Prémption Urbain, situé dans la zone UA du Plan Local d'Urbanisme en vigueur, se justifie au regard des objectifs de Renouvellement Urbain et par la volonté de réaliser la restructuration de l'îlot Berny, périmétrée dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement urbain,

CONSIDERANT que l'acquisition du lot n°3 de l'immeuble en copropriété situé à La Seyne-sur-Mer (83500) 4, rue Berny vise une opération de recyclage et de requalification afin de créer de nouveaux logements de qualité, l'objectif étant la diversification de l'offre d'habitat et le renforcement de l'attractivité du centre-ville,

CONSIDERANT que cette acquisition répond aux objectifs de lutte contre l'habitat dégradé afin d'enclencher un changement radical de l'image urbaine et de faire du centre-ville de La Seyne-sur-Mer un lieu de centralité,

CONSIDERANT qu'il est donc opportun de déléguer l'exercice du Droit de Prémption Urbain à la l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DELEGUER à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'exercice du droit de préemption urbain pour l'acquisition du lot n°3 de l'immeuble en copropriété situé à La Seyne-sur-Mer (83500) 4, rue Berny cadastré section AM n°410.

ARTICLE 2

DE CHARGER Madame le Directeur Générale des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée :

- A la Ville de La Seyne-sur-Mer,
- A l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- A la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

ARTICLE 3

DE DIRE que la présente décision n'a aucune incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

5 2 MAY 1956

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien
soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de
l'urbanisme

Déclaration d'intention d'aliéner un bien

Droit de préemption

Immeuble : Soumis au droit de préemption urbain renforcé
(D.P.U.R.)

A. Propriétaire(s)

Identité : [Dénomination] LES JUJUBES - [Raison sociale]
SCI

MAIRIE DE LA SEYNE-SUR-MER
Secteur Foncier

Número Professionnel : 83524749500012
Type de société : SCI
Représentant : Monsieur DELMAR
Adresse : 4 rue Berny 83500 LA SEYNE SUR
MER
Complément d'adresse : (Code INSEE 83126)
Quote-part en cas d'indivision :

20 FEV. 2024
N° 178

B. Situation du bien

Adresse précise du bien

Adresse : 4 rue Berny 83500 La Seyne-sur-
Mer
Complément d'adresse :
Superficie totale du terrain (m²) : 63

Références cadastrales

Préfixe	Section	Numéro	Surface (m²)	Observation	Partielle
0	AM	410	63		Non

C. Désignation du bien

Immeuble

Immeuble : Bâti sur terrain propre
Nom :
Prénom :
Adresse :
Complément d'adresse :

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres :
Prés :
Vergers :
Vignes :
Bois :
Landes :
Carrières :

1151 m²

Eaux cadastrées : _____
Jardins : _____
Terrains à bâtir : _____
Terrains d'agrément : _____
Sol : _____

Bâtiment vendu en totalité

Surface construite au sol (m²) : _____
Surface utile ou habitable (m²) : _____
Nombre de niveaux : _____
Nombre d'appartements : _____
Nombre d'autres locaux : _____
Observations : _____

Vente de volumes

Numero	Surface (m ²)	Nature
--------	---------------------------	--------

Observations : _____

Bâtiment en copropriété

Numéro du lot	Bâtiment	Étage	Surface utile (m ²)	Quote-part des parties communes	Nature
3			36,92	25 / 1000	Un APPARTEMENT

Le bâtiment est achevé depuis : + 4 ans

Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis : + 10 ans

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu : _____

Droits sociaux

Désignation de la société : _____

Désignation des droits : _____

Nature : _____

Nombre : _____

Numéro des parts : _____

D. Usage et occupation

Usage

✓ Habitation

Précision : _____

Professionnel

Précision : _____

Mixte

Précision : _____

Commercial

Précision : _____

Agricole

Occupation

✓ Par le(s) propriétaire(s)

Précision : _____

Par un(des) locataire(s)

Précision : _____

Sans occupant

Précision : _____

Autre

Précision : _____

Précision : _____

Autre

Précision : _____

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens : Non

Préciser la nature :

ENATTENTE EHF

Indiquer si rente viagère antérieure : _____

F. Modalités de la cession

Modalité de cession : Vente amiable

Adresse précise du bien : _____

Description : _____

Donation

Estimation du bien (euros) : _____

Adjudication

Date de l'adjudication : _____

Lieu de l'adjudication : _____

Montant de la mise à prix : _____

Estimation du bien (euros) : _____

Vente amiable

Prix de vente ou évaluation (euros) : 78 000,00 €

Dont éventuellement inclus :

Mobilier (euros) : _____

Cheptel (euros) : _____

Récoltes (euros) : _____

Autres (euros) : _____

Plus éventuellement en supplément :

Mobilier (euros) : _____

Cheptel (euros) : _____

Récoltes (euros) : _____

Autres (euros) : _____

Modalités de paiement

Modalités de paiement :

Commission :

Précision :

Montant commission acquéreur (euros) :

Comptant à la signature de l'acte authentique

Commission vendeur

TTC/HT :

Montant commission vendeur (euros) :

5 000,00 €

TTC/HT :

TTC

Désignation de la contrepartie de l'aliénation :

Évaluation de la contrepartie :

Païement :

Montant annuel (euros) :

Montant comptant (euros) :

Bénéficiaire(s) de la rente :

Précision :

Évaluation de l'usage ou de l'usufruit :

Précision :

Désignation des biens reçus en échange :

Montant de la soulte le cas échéant (euros) :

Bénéficiaire de la soulte :

Propriétaires contre-échangistes :

Bénéficiaire :

Estimation du bien apporté (euros) :

Estimation du terrain (euros) :

Estimation des locaux à remettre (euros) :

Estimation de l'immeuble objet de la location-accession (euros) :

Objet de la location-accession :

G. Les soussignés déclarent

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique A

- ☒ A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique C aux prix et conditions indiqués
- ☐ Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquérir les biens désignés à la rubrique C aux prix et conditions indiqués

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur :

☐ Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) en A

Liste du (ou des) acquéreur(s)

Identité : [Dénomination] MELACADA - [Raison sociale]
SCI

Numéro Professionnel : 98351073600017

Type de société : SCI

Représentant :

Adresse : 60 rue François 1er 75008 PARIS 08

Complément d'adresse : (Code INSEE 75108)

H. Le signataire n'est pas le propriétaire

Liste du (ou des) signataire(s)

Identité : [Dénomination] BODIN ET CELMA - [Raison sociale]
NOTAIRES

Numéro
Professionnel : 83376062200013

Adresse email : notairesdufort@83111.notaires.fr

Type de société : SARL

Indicatif si pays
étranger :

Représentant : Maître CELMA Bertrand

Téléphone : 0494909063

Adresse : 111 chemin des Négadoux 83140 SIX FOURS LES
PLAGES

Pays : France

Complément
d'adresse : (Code INSEE 83129)

Division
territoriale :

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

I. Notification des décisions du titulaire du droit de préemption

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées

☐ A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A

☒ A l'adresse du mandataire mentionné à la rubrique H, adresse où le(s) propriétaire(s) a (ont) fait élection de domicile

J. Observations

Observations :

Pièces complémentaires à la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA)

Code	Description	Fichiers
IA001	Extrait du plan cadastral	PLAN CADASTRAL LES JUJUBES.pdf

Commune :
LA SEYNE SUR MER

Section : AM
Feuille : 000 AM 01

Date d'édition : 29/01/2024
(fuseau horaire de Paris)

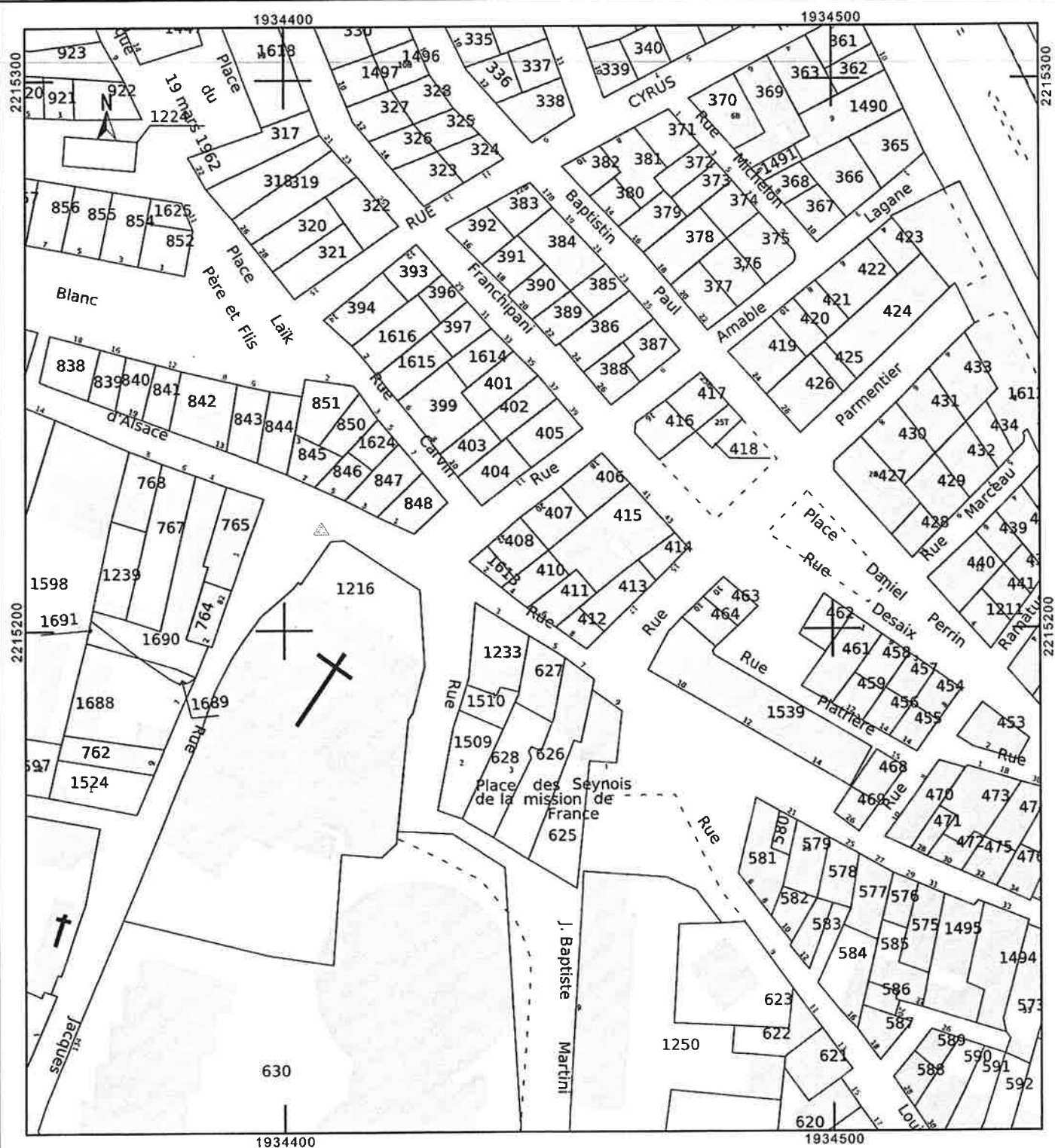
Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
TOULON
171 avenue de Vert Coteau CS 20127
83071
83071 TOULON CEDEX
tél. 04 94 03 95 01 -fax
cdif.toulon@dafip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Toulon le 29 FEV 2024

Jean Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur Philippe MAHE
Préfet du Var
Préfecture du Var
Boulevard du 112^{ème} Régiment d'Infanterie
CS 31209
83070 TOULON cedex

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Direction de l'Immobilier – service Action Foncière
Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO
Tél : 04.94.05.57.93 - asmillet@metropoletpm.fr

N/Réf : JPG/VP/CW/CH/MM/ASM/2024- n°00150

V/Réf : M. SALVAT/ Responsable du Bureau Politique de Mixité Sociale
DDTM / Service Habitat et Rénovation Urbaine

OBJET : DIA 178 sur la propriété bâtie sise 4 Rue Berny-LASEYNE SUR MER
Article L201-1 Code de l'Urbanisme – demande d'autorisation de restituer le DPU

Monsieur Le Préfet,

J'ai été informée par mes services d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) portant sur un bien immobilier situé sur la commune de La Seyne sur Mer (83500) 4 Rue Berny, cadastré section AM n° 410, classé en zone UAc au Plan Local d'Urbanisme de la ville.

Cet immeuble est localisé dans les périmètres opérationnels suivants :

- La Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU signée le 12 mai 2022 entre l'Etat, la métropole, la commune et les financeurs institutionnels
- La Convention d'Intervention Foncière (CIF) signée le 23 mars 2022 entre la Métropole, la commune et l'EPF PACA afin de maîtriser le foncier sur les îlots prioritaires inscrits au NPNRU.

Afin de mener à bien la politique d'aménagement du projet de rénovation urbaine instituée sur le territoire seynois, l'opportunité pour l'Etablissement Public Foncier (EPF) Provence Alpes Côte d'Azur de préempter ce bien se justifie au regard des objectifs de renouvellement urbain, par la volonté de réaliser la restructuration de l'îlot Perrin.

L'ensemble des parcelles de ce secteur qui fait partie des quatre îlots prioritaires au titre de l'ANRU avec un montant d'opérations qui s'élève à 8,3 M€ HT ont été qualifiées par l'étude d'URBANIS (2018) comme très dégradées sur la base d'une analyse de la dégradation générale, des parties communes, des ouvrants et de la précarité énergétique.

Cette acquisition par l'EPF PACA vise à poursuivre une opération de recyclage et de requalification de l'immeuble afin de créer de nouveaux logements de qualité. L'objectif est de diversifier l'offre d'habitat et renforcer l'attractivité du centre-ville.

Il s'avère que la DIA notifiée, exprimant un prix de SOIXANTE DIX HUIT MILLE euros (78.000, - €), reçue le 20 février 2024, permet d'envisager l'acquisition, par l'EPF PACA, de ce bien immobilier par voie de préemption.

Dans le cadre de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme qui dispose « Le représentant de l'Etat dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé, ladite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien. L'arrêté mentionne notamment le bien concerné et la finalité pour laquelle la préemption est exercée », je vous saurais gré d'accepter de mettre en œuvre ce dispositif.

Mes services sont à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Certaine de votre compréhension de cette situation et de la solution envisagée,

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bien à vous.

Pour le Président,
Par délégation

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDTM/SHRU/N°2024-46 du 14 MARS 2024
autorisant l'exercice du droit de préemption urbain par la métropole
Toulon Provence Méditerranée,
pour l'acquisition d'un bien sis 4 rue Berny – (83500)
à La Seyne-sur-Mer en application de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme.

Le préfet du Var,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5, L. 302-8 et L. 302-9-1 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 210-1 alinéa 2, L. 213-1 et suivants, L. 321-1 à L. 321-13 et R. 213-3 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et son article 149 ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, et son article 71 ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-106 du 20 décembre 2023 prononçant la carence de la commune de La Seyne-sur-Mer dans la réalisation des objectifs de production de logements sociaux au cours de la période triennale 2020-2022 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer en date du 15 décembre 2010, et modifié ;

Vu la délibération n°DEL/10/332 du conseil municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer du 15 décembre 2010 instituant un droit de préemption urbain simple ;

Vu la délibération n°DEL/10/333 du conseil municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer du 15 décembre 2010 instituant un droit de préemption urbain renforcé ;

Vu la délibération n°22/06/182 du conseil municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer du 28 juin 2022 actualisant le périmètre du droit de préemption urbain renforcé ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n° 178/2024 souscrite par Maître CELMA Bertrand, Notaire, 111 chemin des Négadoux – 83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES reçue en mairie de La Seyne-sur-Mer le 20/02/2024, portant sur la vente d'un appartement sis 4 rue Berny à La Seyne-sur-Mer (83500), sur la parcelle cadastrée AM 410, au prix de 78 000 €, selon les modalités stipulées dans la DIA ;

Vu le courrier du président de la métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 29 février 2024, motivant la nécessité d'acquérir le bien objet du présent arrêté ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-106 du 20 décembre 2023, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'État dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme, affecté au logement ou destiné à être affecté à une opération ayant fait l'objet de la convention prévue à l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Considérant qu'il résulte également des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme que le représentant de l'État dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé, ladite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien ;

Considérant que l'acquisition de l'appartement sis 4 rue Berny à La Seyne-sur-Mer, localisé dans le périmètre de la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain signée le 12 mai 2022 entre l'agence nationale pour la rénovation urbaine, la métropole, la commune et les financeurs institutionnels, et la convention d'intervention Foncière (CIF) signée le 23 mars 2022 entre la métropole, la commune et l'EPF PACA afin de maîtriser le foncier, participe à la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine du centre-ville de La Seyne-sur-Mer et permettra notamment de réaliser la restructuration de l'îlot Perrin.

Considérant le délai de 2 mois à compter de la communication de la déclaration d'intention d'aliéner pour faire part aux propriétaires de l'intention d'acquérir en application du droit de préemption ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'État renonce à exercer son droit de préemption en application de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme et autorise la métropole Toulon Provence Méditerranée à exercer son droit de préemption pour l'acquisition du bien défini à l'article 2.

Article 2

Le bien concerné par le présent arrêté, situé 4 rue Berny (83500 La Seyne-sur-Mer) sur la parcelle cadastrée AM 410 d'une superficie de 63 m², est un appartement de 36,92 m² - lot n° 3.

Article 3

Le bien acquis doit être utilisé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

Cette acquisition par l'EPF PACA vise à poursuivre une opération de recyclage et de requalification de l'immeuble afin de créer de nouveaux logements de qualité. L'objectif est de diversifier l'offre d'habitat et renforcer l'attractivité du centre-ville et notamment la restructuration de l'îlot Perrin.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le **14 MARS 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

LUCIEN GIUDICELLI

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Toulon. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Var. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

